



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 106

Texte de la question

FERMETURE DE FLORANGE

M. le président. La parole est à Mme Anne Grommerch, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Anne Grommerch. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre, et j'y associe mes collègues Denis Jacquat et Céleste Lett.

Monsieur le Premier ministre, la Lorraine est en deuil. Hier, lors d'un comité central d'entreprise, la direction d'Arcelor-Mittal a annoncé la fermeture définitive des deux hauts fourneaux de Florange, soit 629 suppressions de postes, auxquelles il faudra ajouter celles des sous-traitants.

Je voudrais avoir une pensée pour tous ces salariés qui luttent depuis plus de quatorze mois et que, comme beaucoup d'élus, je soutiens.

M. Mittal vous a laissé soixante jours pour trouver un repreneur. Le compte à rebours a commencé.

Jeudi dernier, lorsque M. Montebourg est venu à Florange, il nous a déclaré que le fameux projet de loi promis par le candidat Hollande en février 2012, à Florange même, était enfin prêt à être déposé. Hier, changement de pied : la loi serait finalement déposée dans les trois mois, ce qui risque d'être bien trop tard pour Florange.

Le ministre du redressement productif nous a également déclaré avoir exigé de M. Mittal des investissements sur la filière froide, à hauteur de 150 millions d'euros. Or aucune annonce n'a été faite par Arcelor-Mittal en ce sens. La filière packaging est également menacée ; le Gouvernement wallon a prévu d'investir 100 millions d'euros pour conserver le packaging à Liège. Que fera le gouvernement français de son côté ?

Monsieur le Premier ministre, l'opposition que vous représentiez n'avait pas de mots assez forts pour critiquer l'action de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Qu'avez-vous fait depuis quatre mois ? Quels résultats avez-vous obtenus ? Aucun ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

Pour paraphraser Aurélie Filipetti sur Gandrange, je dirai que Florange est " un test pour votre politique économique, industrielle et sociale. Il restera un symbole " ; j'ose espérer que ce ne sera pas celui des " noces du mensonge et de la trahison ".

Monsieur le Premier ministre, les salariés de Florange et leurs familles sont inquiets. Nous connaissons la stratégie de M. Mittal ; pouvez-vous nous dire quelle est celle de votre gouvernement pour la contrer ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif. *(Huées sur les bancs des groupes UMP et UDI. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Un peu de calme, s'il vous plaît !

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Madame la députée, le 1er mars 2012, le Président de la République d'alors, M. Nicolas Sarkozy, déclarait : " Le haut fourneau de Florange repartira au second semestre 2012. " Il déclarait ensuite : " J'ai su convaincre le groupe Arcelor-Mittal de ne pas laisser mourir Florange. " Ce sont là les propos du Président Nicolas Sarkozy, il y a exactement sept mois. *(Huées sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

Je voulais juste vous dire que nous gérons non seulement une stratégie de désengagement de Mittal, mais également les mensonges, les dissimulations inconsidérées du pouvoir précédent. *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. Mes chers collègues, ce n'est pas cette attitude qui permettra aux Français de comprendre ce que vous voulez dire ! *(Mêmes mouvements. - Les députés des groupes SRC, écologiste et RRDP se lèvent et applaudissent l'orateur.)*

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Vous posez la question importante des intentions du Gouvernement.

Rappelez-vous que, si l'acier est entre les mains d'Arcelor-Mittal, c'est parce que, pendant dix ans, la droite l'a laissé partir, alors que c'était auparavant un acier européen et français. *(Brouhaha sur les bancs des groupes UMP et UDI.)* À présent, il appartient à des centres de décision qui mènent tous les gouvernements européens par le bout du nez.

Qu'allons-nous donc faire ?

Plusieurs députés du groupe UMP. Rien ! Zéro !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Premièrement, nous examinons la possibilité pour le gouvernement français de faire reprendre le site de Florange. Deuxièmement, nous exigeons 150 millions d'investissement sur ce site. *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. S'il vous plaît ! Écoutez au moins la réponse !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Troisièmement, nos émissaires et ambassadeurs ont déjà commencé à prendre contact avec les aciéristes du monde entier. Cette action est difficile ; elle ne peut s'accommoder d'une absence d'unité des Français autour de la Lorraine ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Plusieurs députés du groupe SRC se lèvent pour applaudir. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

Données clés

Auteur : [Mme Anne Grommerch](#)

Circonscription : Moselle (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 106

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [3 octobre 2012](#)